

**MARDI 26 SEPTEMBRE 2017 – 19H30**  
**MAISON DES ASSOCIATIONS,**  
**SALLE RACHEL CARSON**  
**15 RUE DES SAVOISES, GENÈVE**  
**ENTRÉE LIBRE**



CONFÉRENCE PUBLIQUE

# **GUATEMALA :** **DÉLOCALISATIONS FORCÉES AU PETÉN,** **DES COMMUNAUTÉS TÉMOIGNENT.**

A l'occasion d'une tournée de sensibilisation en Europe, deux membres de l'organisation ACCODIL témoigneront du quotidien de leurs compatriotes des communautés rurales du Petén, au nord-ouest du pays, victimes de délocalisations forcées par l'Etat guatémaltèque

**Le Petén... plus grand département du Guatemala. Près d'un tiers du territoire guatémaltèque, plus de 20'000 km<sup>2</sup> de forêts denses et humides résonnant des cris des singes et des toucans, une biodiversité époustouflante. Et au milieu, le site archéologique de Tikal, l'un des plus importants vestiges de la civilisation maya précolombienne et le plus visité du pays.**

Aventure, nature sauvage, exotisme, grande civilisation...les atouts de cette région sont nombreux et en font une destination de choix pour les touristes. Pourtant, une autre réalité existe, moins haute en couleur, moins «touristique», celle des populations qui vivent sur cet immense territoire et surtout, les habitants des zones protégées de La Laguna del Tigre et de la Sierra Lacandón, deux parcs nationaux situés au nord-ouest du département, à la frontière avec le Mexique.

Arrivés pour la plupart dans les années 70 et 80, à la recherche de terres et fuyant ensuite les massacres de la guerre civile, ce sont en majorité de petits agriculteurs qui ne possèdent pas de titres de propriété pour les terres qu'ils travaillent. Ces communautés vivent isolées et les services de base font cruellement défaut, le gouvernement n'investissant pas pour des populations dont il nie l'existence. Aucun médecin ne s'installe durablement dans la région, à cause de l'isolement et du manque d'infrastructures.

Ces personnes subissent une pression terrible du gouvernement pour quitter ces zones protégées, au motif que leur présence est «illégal». Plusieurs communautés ont déjà été victimes d'évictions forcées, souvent extrêmement violentes, la police détruisant les maisons et tuant le bétail, pour empêcher un retour éventuel.

A cela s'ajoute la présence de l'entreprise pétrolière Perenco, représentant 95% de la production nationale, qui finance en partie des unités de l'armée appelées «bataillons verts», chargés officiellement de lutter contre le narcotrafic dans la région. En réalité, ces derniers ont surtout pour but d'intimider les communautés pour les faire partir et de décourager ceux qui voudraient venir s'installer. Les habitants sont surveillés et harcelés, notamment par des contrôles, des arrestations inopinées et injustifiées.

Pourtant, les communautés luttent pour défendre leurs droits. Aidées par des organisations locales, elles se sont regroupées en associations de défense communautaire et ont rédigé une proposition de développement alternatif pour leur région.

**Deux représentants de l'ACCODIL, (l'Association des communautés rurales pour le développement intégral de la municipalité de La Libertad) parleront de la situation actuelle dans la région et de leurs luttes quotidiennes.**

**Venez nombreuses et nombreux les écouter!**

Entrée libre, traduction espagnol-français

Organisé par

**80**  **ANS**  
Centrale  
Sanitaire  
Suisse  
Romande  
Engagée pour la santé depuis 1937!

Association  
**Km207**  
Guatemala-Suisse



Avec le soutien de

**FEDERATION GENEVOISE  
DE COOPERATION**

 **Peace Watch** Switzerland  
EN ROUTE POUR LES DROITS HUMAINS